Déclaration de politique générale 2017 : Pour les Femmes Prévoyantes Socialistes et Vie Féminine, le Gouvernement attaque à nouveau les droits des femmes.

Les femmes représentent la moitié de la population soit une personne sur deux. Mais une fois de plus, nous représentons aussi la moitié dérisoire sur laquelle le gouvernement Michel a décidé de faire peser une bonne partie de ses mesures d'austérité. Car si nous avons pu croire un moment que les femmes étaient juste les victimes collatérales d'une politique d'économie généralisée, force est de constater que nous sommes belles et bien des cibles de choix.

C'est que nous avons constaté une fois de plus en découvrant les nouvelles mesures annoncées par le Gouvernement :

- La précarité et la pauvreté sont des facteurs qui influencent fortement la santé. C'est simple, quand on a de l'argent, on mange mieux, on se soigne plus facilement, on ne reporte pas ses soins. Augmenter le coût des médicaments à charge du patient revient à pénaliser les plus démunis. Avec une telle mesure, les soins de santé coûteront plus cher soit en moyenne près de 9% en plus dans le budget annuel des familles. Or, une famille monoparentale sur trois vit sous le seuil de pauvreté et 83 % d'entre elles ont à leur tête une femme.
- De plus, pour davantage responsabiliser l'employeur, le gouvernement préconise de lui faire porter 10% de l'indemnité de mutuelle en cas d'écartement des salariées enceintes. Une telle mesure ne fera que pénaliser les jeunes femmes sur le marché du travail qui n'auront que plus de mal à se faire engager. Sans compter l'effet sur certains secteurs très féminisés et où l'écartement est systématique, comme le secteur de l'accueil de l'enfance.

Ces mesures viennent se rajouter à d'autres, comme la réduction du séjour en maternité ou encore l'augmentation du ticket modérateur pour les consultations gynécologiques. Couper dans les soins de santé – même au « scalpel fin » – revient à ériger une sécurité sociale à deux vitesses dans laquelle les femmes sont reléguées en seconde zone et cela est inacceptable.

En matière d'emploi, de chômage et de pensions, ce n'est pas mieux :

- D'un côté, le gouvernement détricote les pensions légales en supprimant la cotisation de solidarité sur les pensions les plus hautes et d'un autre, il renforce les pensions complémentaires. Or ces pensions complémentaires sont particulièrement inégalitaires puisque l'écart entre hommes et femmes y est de 39% (contre 24,8% pour les pensions légales). On se demande comment les femmes, nombreuses parmi les travailleurs les plus précaires, vont pouvoir se constituer des droits dans le contexte actuel.
- Vous pourrez aussi dorénavant faire entrer dans le calcul de la pension les jours de travail prestés au-delà de 45 ans de carrière. Avec le temps partiels, les contrats flexibles, la charge du travail domestique, la pénibilité non reconnue, atteindre une carrière complète n'est déjà

pas envisageable pour les femmes dans les conditions actuelles d'organisation du travail. Il ne faut donc pas espérer que cela bénéficie aux femmes.

- Et puis, la chasse aux chômeurs et chômeuses continue. Dorénavant, l'assimilation du chômage pour la pension sera déterminée sur base du droit minimum pour la 2e période de chômage aussi (c'est-à-dire après à peine un an de chômage). Les pensions les plus basses – où les femmes sont surreprésentées - vont encore diminuer.
- Enfin, la réforme du temps de travail proposée (annualisation du calcul de la durée hebdomadaire du travail) fera lourdement peser la logique de flexibilité sur les travailleurs et travailleuses. Premières touchées ? Les personnes ayant déjà des temps partiels, des emplois à bas salaires, une famille à charge. Autrement dit, les femmes. On se demande quelle sera la marge de manœuvre du côté de la travailleuse pour négocier son horaire dans un contexte de crise et sur un marché du travail saturé.

Lors de son installation, le gouvernement fédéral s'était engagé à "tenir mieux compte de la dimension de genre sur le marché du travail" ainsi que de la "situation différente des femmes et des hommes dans le cadre des réformes socio-économiques" et à porter une attention particulière à la "conciliation entre travail et vie familiale". Et pourtant, au fil des mois, mesures après mesure, la seule issue proposée aux femmes semble être la précarité, sous la forme d'un détricotage mortifère de leurs droits sociaux et économiques.

Contact :

Vie Féminine : Soizic Dubot, 02/227 13 10
Femmes Prévoyantes Socialistes : Joëlle Sambi Nzeba, 02 515 04 09